

DIAL

L'actualité en bref - juillet-août 2005

Nicolas Pinet

jeudi 1er septembre 2005, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

AMÉRIQUE LATINE

La deuxième Ronde de négociations, réunissant les ministres de la santé des pays d'Amérique latine et des représentants de l'industrie pharmaceutique, s'est tenue début août à Buenos Aires. Les laboratoires ont consenti des réductions allant jusqu'à 66% sur les prix des médicaments de lutte contre le sida. Ils se sont aussi engagés à fournir les médicaments au même prix quel que soit le pays et la quantité achetée. Selon les ministres présents, cela devrait permettre de faire passer la proportion de personnes séropositives pouvant disposer d'un traitement de 73 à 100%.

AMÉRIQUE CENTRALE

L'Accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua) et la République dominicaine (DR-CAFTA pour son sigle anglais) avait été ratifié par le Sénat états-unien le 30 juin par 54 voix contre 45. La Chambre des représentants l'a ratifié à son tour dans la nuit du 27 au 28 juillet, par 217 voix contre 215. Pour convaincre les représentants réticents, le président George W. Bush, accompagné du vice-président Dick Cheney et de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, leur avait rendu visite dans leurs bureaux peu avant le début de la session en insistant sur l'importance de l'accord pour la sécurité nationale et l'avancée de la démocratie en Amérique centrale. Mardi 2, le président a signé la ratification. Seules manquent encore la ratification parlementaire du Costa Rica et de la République dominicaine. L'Accord entrera en vigueur le 1er janvier 2006 pour les pays qui l'ont déjà ratifié, les autres pays disposant de 2 ans pour l'approuver.

AMÉRIQUE DU SUD

La XVIe Réunion du Conseil présidentiel andin, qui a réuni à la mi-juillet les présidents des pays de la Communauté andine des nations (CAN → Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela) a désigné Hugo Chávez comme nouveau président temporaire du groupe. La réunion de Lima a été l'occasion de décider de la création de PetroAndina, « alliance stratégique » entre les entreprises nationales pétrolières des différents pays, qui doit favoriser la coopération électrique, pétrolière et gazière, l'approvisionnement mutuel et les investissements communs pour assurer stabilité énergétique à la région. Comme dans l'entité PetroCaribe, créée en juin et à laquelle participent Cuba, la République dominicaine et le Surinam, comme déjà aussi avec PetroSur, constituée avec les pays du Mercosur, le Venezuela s'engage à fournir du pétrole à des prix avantageux aux pays signataires. Les pays andins ont aussi accepté la proposition vénézuélienne de créer un Fonds social humanitaire, auquel le Venezuela apportera 50 millions de dollars et qui pourrait recevoir d'autres fonds de la Corporation andine de développement. La création de PetroCaribe en juin avait elle aussi été associée à la création d'un Fonds du même type. Le président a aussi proposé aux autres gouvernements d'étendre les programmes sociaux développés au Venezuela avec l'aide cubaine.

La nouvelle chaîne de télévision internationale Telesur, dont l'actionnaire majoritaire est le Venezuela, avec à ses côtés l'Argentine, Cuba et l'Uruguay, a commencé ses programmes dimanche 24 juillet, se limitant pour l'instant à 4 heures de transmission par jour, avec le projet de couvrir toute la journée à

partir de septembre. La chaîne, dont la devise est « notre Nord, c'est le Sud », qui se veut « anti-impérialiste » et prétend remédier à « l'hégémonie communicationnelle » du Nord, est visible sur les réseaux câblés et certains de ses programmes sont diffusés par les chaînes publiques des pays. Ses programmes allient journaux télévisés, courts métrages, documentaires et concerts, une section étant réservée au cinéma latinoaméricain et à des productions provenant d'ailleurs qu'Hollywood.

ARGENTINE

Lors d'une brève visite début août à Buenos Aires, le président vénézuélien s'est réuni avec son homologue argentin, Néstor Kirchner pour signer une série d'accords de coopération visant à développer les échanges commerciaux, approfondir l'intégration régionale et mettre en place des projets de développement commun. L'entreprise publique Astilleros Río Santiago construira ainsi deux pétroliers pour l'entreprise, publique elle aussi, Pétroles du Venezuela (PDVSA). De même un nouveau contrat prévoit la livraison de pétrole vénézuélien pour couvrir les besoins argentins pendant l'année 2005-2006.

BOLIVIE

Les enquêtes d'intention de vote concernant les futures élections présidentielles, avancées de deux ans et prévues pour le 4 décembre, donnent 1ers ex æquo Samuel Doria Medina, du parti de droite Unité nationale, et l'ancien président Jorge Quiroga (2000-2001), pour l'instant sans parti qui le soutienne (17% des voix), suivis du député Evo Morales, du Mouvement vers le socialisme (MAS), avec 14%. L'ampleur des barrages routiers qui ont précédé le changement de gouvernement en juin est désormais l'un des arguments principaux des concurrents de Morales contre sa candidature. Doria Medina déclarait ainsi que, s'il était élu, il ferait respecter la loi - se démarquant ainsi de l'ancien président Carlos Mesa, considéré comme ayant fait preuve de trop de passivité - sans faire de morts - référence à la répression sanglante de l'ancien président Gonzalo Sanchez de Lozada en octobre 2003. Les maires des villes les plus importantes de l'ouest du pays soutiennent la candidature de l'un d'entre eux, René Joaquino, maire très populaire de la ville de Potosí. La coalition cherche à rassembler autour de sa candidature peuples indigènes, mouvements politiques et groupes de la société civile et constituer ainsi une alternative aux partis politiques traditionnels.

BRÉSIL

La crise qui secoue depuis juin le Parti des travailleurs (PT), actuellement au pouvoir, s'est amplifiée au fil des révélations concernant l'achat des votes de parlementaires et le financement illicite des campagnes électorales. Les déclarations du président Lula qui s'est dit trahi par quelques-uns de ses confrères dont les « pratiques inacceptables » lui étaient inconnues semblent progressivement perdre de leur crédibilité devant l'ampleur du réseau de corruption mis à jour.

Du 19 au 23 juillet s'est tenue la 11ème Rencontre interecclésiale des communautés ecclésiales de base à Ipatinga (Minas Gerais) à laquelle ont participé 3 806 personnes, dont 3 219 délégués, 50 évêques catholiques et 2 anglicans.

CHILI

Une réforme très attendue de la Constitution adoptée en 1980 pendant la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1990) a finalement été votée par le Sénat mercredi 13 juillet et promulguée à la mi-août par le président Ricardo Lagos, pour qui la suppression de ces enclaves autoritaires marque la fin de la transition. La réforme réduit de 6 à 4 ans le mandat présidentiel, supprime les postes de sénateurs à vie et rend à l'exécutif la faculté de désigner les chefs de l'armée et de la police militaire (Carabiniers). Elle prendra effet le 11 mars 2006, lors de la prise de fonction de la présidente ou du président élu le 11 décembre. Pour compléter la démocratisation du système politique, il resterait encore à modifier le scrutin binominal des élections législatives et à mettre en place des mécanismes de représentation proportionnelle au sein du parlement.

ÉQUATEUR

La grève générale de 12 jours dans les provinces de Sucumbíos et Orellana, au Nord-est du pays a finalement pris fin, jeudi 25 août, après la conclusion d'un accord entre le gouvernement, l'Assemblée civique biprovinciale réunissant les maires, les préfets et les organisations sociales et syndicales des deux Etats, et les multinationales qui exploitent les gisements pétroliers de la région. Les manifestants réclamaient des « routes et des emplois », s'insurgeant contre le paradoxe d'une région riche en pétrole et cependant parmi les plus pauvres du pays. Soutenus par les autorités locales, ils ont bloqué les routes, les aéroports, les puits pétroliers et les administrations publiques, stoppant l'extraction pétrolière. L'accord, qui ne satisfait pas les manifestants qui réclamaient une renégociation des contrats pétroliers, prévoit de transférer aux autorités locales 16 des 25% de royalties perçues et oblige les multinationales à utiliser la main-d'œuvre locale et à développer les infrastructures, notamment routières, de la région.

MEXIQUE

Le maire de la capitale, Andrés López Obrador, du Parti de la révolution démocratique (PRD), a renoncé vendredi 29 à sa charge et lancé sa campagne de candidature aux élections présidentielles de 2006. Il a été remplacé par son secrétaire de mairie, Alejandro Encinas.

PARAGUAY

Le parlement a autorisé la présence de troupes militaires états-uniennes sur le sol paraguayen pour une période de 18 mois à partir du 1er juin, dans le cadre d'un programme d'exercices communs et de coopération. Le Sénat leur a aussi concédé l'immunité diplomatique, ce qui implique que les troupes ne peuvent être jugées ni par des tribunaux locaux, ni par des tribunaux internationaux, mais seulement dans leur pays d'origine. Les troupes recevaient d'habitude des autorisations d'un semestre. Ce changement, avec l'annonce, en août, par le vice-président de l'ouverture d'un bureau du FBI dans les locaux de l'ambassade états-unienne à Asunción à la fin 2006, semble marquer un virage dans la politique extérieure paraguayenne, un rapprochement avec les Etats-Unis faisant suite au traditionnel mouvement de balancier entre ses deux grands voisins, l'Argentine et le Brésil. Pour les analystes, ce rapprochement pourrait être l'étape préalable à l'installation d'une base militaire états-unienne au Paraguay.

PÉROU

Début août, une manifestation de villageois du nord du Pérou qui marchaient en direction de la zone d'exploration de la compagnie minière Majaz, de capitaux britanniques, pour protester contre les risques de pollution de l'eau de deux vallées si l'exploitation des gisements de cuivre étaient amorcée, a été réprimée dans le sang par la police. Les autorités locales ont dénombré 7 morts, 40 blessés, et de 6 à 8 disparus.

Jeudi 11 août, la nomination comme ministre des affaires étrangères de Fernando Olivera, proche du président Alejandro Toledo mais fortement impopulaire du fait de son implication dans plusieurs scandales, déclenchait une vague de critiques de la part des politiques et de la population et provoquait une crise ministérielle : peu après la prise de fonction du nouveau ministre, le premier ministre, Carlos Ferrero envoyait un communiqué à la presse annonçant sa démission irrévocable, ce qui entraîna aussi la chute du cabinet, comme le prévoit la constitution. Quelques jours plus tard, le président constituait un nouveau cabinet, sans Olivera cette fois, l'affaire faisant encore baisser sa popularité (de 16 à 8%) dans les enquêtes d'opinion.

VENEZUELA

Lors des élections locales du 7 août, les partisans du président Hugo Chávez l'ont largement emporté, gagnant 80% des charges à pourvoir, mais le très fort taux d'abstention (près de 70%) rend cette victoire

plus terne.

Mercredi 10 août, le président était en visite en Uruguay, avant de se rendre à Buenos Aires puis à Brasilia. Sa réunion avec son homologue uruguayen, Tabaré Vázquez, a été l'occasion pour les deux hommes de réaffirmer leur volonté d'accélérer l'intégration et de signer un accord ambitieux prévoyant l'exploitation d'un gisement vénézuélien et l'acheminement du brut vers le port de Montevideo où il sera raffiné par l'entreprise publique uruguayenne ANCAP, subvenant ainsi à l'intégralité des besoins pétroliers du pays.

Le Venezuela a supprimé l'immunité diplomatique qu'il concédait aux agents de la brigade des stupéfiants états-unienne (DEA), vendredi 12 août, après que Washington a révoqué les visas des officiers de la Garde nationale vénézuélienne responsables de la lutte antidrogue.

- [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.